

Ouvrages du même auteur :

- L'Italie en guerre 1915-1918,
Éditions Ulysse, Bordeaux, 1986
- Les Guerres de Mussolini,
Jacques Grancher, Éditeur, Paris 1988
- La Résistance dans le Sud-Ouest
(Préface de Jacques Chaban-Delmas)
Éditions Sud-Ouest, Bordeaux, 1989
- L'Affaire Grandclément
Éditions Sud-Ouest, Bordeaux, 1991
- Le livre d'Or de la Résistance dans le Sud-Ouest
Éditions Sud-Ouest, Bordeaux, 1990
- L'Épopée du Corps-Franc Pommès
Jacques Grancher, Éditeur, Paris, 1990
- Bordeaux pendant l'Occupation
Éditions Sud-Ouest, Bordeaux, 1992

Dominique Lormier

LES F.F.I. AU COMBAT

Jacques Grancher, Éditeur
98 rue de Vaugirard
75006 PARIS

Ouvrages publiés dans la même collection :

Jean Mabire

Skorzeny, l'homme le plus dangereux d'Europe

SS en France, mai-juin 1940

Les généraux du diable (épuisé)

Panzers, marsch!

La panzerdivision Hermann Goering

Les paras de l'Afrikakorps

La Division Tête de Mort

Général Robert Gaget

Commando Cobra

Commando Georges

Commandos Parachutistes

René Bail

Dernier baroud à Diên Biên Phu

Janos Kamencei

Légionnaire, en avant!

Pierre Rusco

Stoï!

Dominique Lormier

Les guerres de Mussolini

L'épopée du corps franc Pomiès

Capitaine M. L. Leclair

Disparus en Algérie

René Mary

Nos évadés d'Indochine

Roger Delpy

Soldats de la boue

Tome 1 : La bataille de Cochinchine

Tome 2 : La bataille du Tonkin

Pierre Dufour

La Légion dans la guerre du Golfe

Colonel A.A. Legrand

Chasseurs en vue, on attaque ! (Prix Guynemer)

François Le Berre

Cravate verte, képi blanc

Patrick-Charles Renaud

Combats sahariens

Cartes et mise en pages : R. Huleux



« Que leur gloire soit à jamais compagne de notre espérance ».

CHARLES DE GAULLE

À mon fils Eudes.



CRÉATION, ORGANISATION ET MISSIONS DES F.F.I.

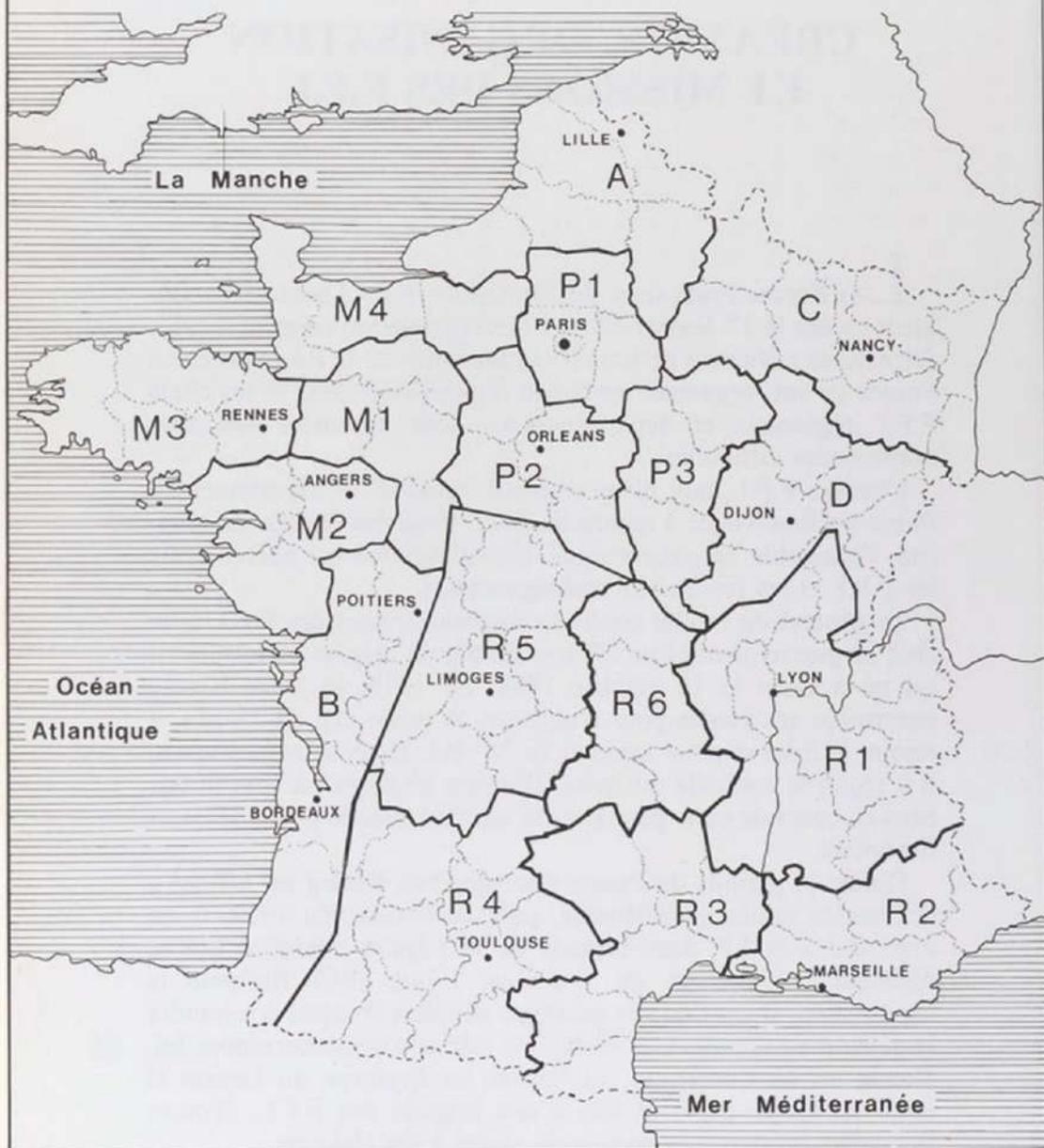
Les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) sont officiellement créées le 1^{er} février 1944. Elles regroupent, en principe, les formations militaires de tous les organismes de la Résistance. La France se voit organisée en douze régions militaires et les chefs F.F.I. régionaux et départementaux sont nommés, non sans nombreuses difficultés.

L'armée F.F.I., aux plans national, régional et départemental, forme un État-Major à quatre bureaux. Pour des raisons de sécurité, l'ensemble est décentralisé. Une séparation est opérée entre les F.F.I. et les réseaux de renseignements.

Le général de Gaulle confie le commandement des F.F.I. à un chef de guerre prestigieux : Pierre Kœnig. D'origine alsacienne, il est né à Caen le 10 octobre 1898. En 1916, le jeune Kœnig interrompt ses études pour s'engager. À peine âgé de 19 ans, il rejoint le front comme aspirant au 36^e R.I. Deux semaines après, il y reçoit la médaille militaire. D'autres citations lui sont décernées au cours de cette guerre, qu'il termine avec le grade de sous-lieutenant.

Durant la période de l'entre-deux-guerres, Kœnig est affecté à différentes unités en Rhénanie, puis au Maroc. En 1939, il est capitaine à la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère qui se distingue en Norvège, du 5 mai au 7 juin 1940. Refusant la capitulation, il est l'un des premiers officiers français à rejoindre le général de Gaulle. Une étonnante odyssee commence pour lui. Kœnig est au Cameroun, au Gabon, en Erythrée, au Levant et enfin en Libye où, à la tête d'une brigade des F.F.L. (Forces françaises libres), il se couvre de gloire à Bir Hakeim.

LES FORCES FRANÇAISES (F.F.I.) EN 1944. LEURS RÉPARTITIONS DANS LES RÉGIONS



Le 1^{er} août 1943, le général Kœnig est nommé chef d'État-Major de l'armée à Alger. C'est la période délicate de la fusion des F.F.L. et des forces de l'Afrique du Nord. Il s'acquitte de cette tâche ingrate avec un succès tel qu'en mars 1944, il est nommé délégué au Gouvernement provisoire d'Alger auprès du Commandement Suprême Interallié et, en même temps, commandant des F.F.I.

Pendant les deux mois qui précèdent le débarquement, le général Kœnig accomplit, en liaison avec le général Cochet, une tâche ardue et immense. Il organise l'État-Major F.F.I., coordonne ses plans avec ceux du Commandement Suprême. Il convainc les Alliés de la puissance des Forces françaises de la résistance et obtient pour elles l'aide de parachutages de plus en plus nombreux.¹

Au mois d'avril 1944, les Alliés établissent plusieurs plans d'emploi des F.F.I. pour la libération de la France. Le *plan Vert* doit paralyser les moyens de transport ennemis pendant une quinzaine de jours, correspondant à l'établissement d'une tête de pont en Normandie. Le *plan Bleu* doit saboter le réseau électrique. Le plan *Tortue* retardera au maximum les colonnes ennemies par la guérilla. Des plans d'attaques des dépôts de munitions et de carburant sont également prévus.

Face à l'imposant déploiement de forces de l'occupant (59 divisions, dont 10 blindées), les chefs F.F.I. des différentes régions mobilisent le maximum de troupes. Lors des combats de la Libération (juin-septembre 1944), les effectifs homologués des F.F.I. représentent 300 000 hommes, provenant de l'Armée Secrète (A.S.), de l'organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) et des F.T.P. (Francs-tireurs Partisans). Sur ces 300 000 F.F.I. homologués, la moitié ne sont pas armés le 6 juin 1944. Ils le seront totalement à la fin du mois de septembre.²

La structure géographique de la France influera sur la tactique de la Résistance. Le Nord, pays à population relativement dense, industriel et plutôt plat, sillonné de nombreuses voies de communication, ne favorise que dans une mesure limitée l'organisation d'actions massives ouvertes. Les sabotages ferroviaires, industriels et électriques représenteront les principales opérations. Pour im-

1. *La France et son Empire dans la Guerre*, tome 2, Paris, 1947.

2. *Historique des Unités Combattantes de la Résistance*, Archives du Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes.

planter des maquis, on n'envisage que les régions de Bretagne, de Normandie, ainsi que le triangle Jura-Morvan-Vosges.

Quant aux possibilités de la Résistance en France méridionale, les Alliés les estiment tout à fait différemment. Ici, le terrain montagneux est très favorable à l'établissement d'importants maquis, refuges pour des milliers de patriotes. C'est ainsi que l'organisation de la zone Sud prévoit l'emplacement de grands réduits :

– Le réduit du Massif Central doit opérer au nord, vers la Loire, à l'est vers la vallée du Rhône et au sud vers le canal du Midi et la vallée de la Garonne.

– Le réduit des Alpes a pour mission d'opérer principalement dans la vallée du Rhône.

– Le réduit des Pyrénées doit opérer vers le nord, c'est-à-dire vers le canal du Midi et la vallée de la Garonne.

Les réduits F.F.I. du Sud-Ouest, du Centre et du Sud-Est vont représenter une menace permanente pour les divisions allemandes voulant opérer en Normandie. Retarder, et si possible paralyser les mouvements des troupes occupantes est donc la principale mission des F.F.I. Cette mission va être entreprise dès l'aube du 6 juin 1944. D'après l'historien Henri Noguères, « *le bilan est éloquent : lignes téléphoniques coupées, Q.G. allemand isolé, locomotives détruites, pylônes abattus, voies ferrées coupées, routes nationales minées, colonnes allemandes attaquées...* »³

Faut-il rappeler que la libération de la moitié du territoire national est l'œuvre exclusive des unités du maquis ? En fixant l'équivalent de 20 divisions allemandes, les F.F.I. ont joué un rôle déterminant dans le succès des débarquements alliés en Normandie et en Provence.

Le général Marshall, chef d'État-Major général des armées américaines, a déclaré :

« La Résistance française a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands et en empêchant le regroupement des divisions ennemies à l'intérieur, a assuré le succès de nos débarquements. Sans vos troupes du maquis, tout était compromis.

« Les troupes ennemies se déplaçant en Normandie, au sud de la zone de combat, sont systématiquement harcelées par les hom-

3. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, tome 5, Paris, 1981.

ZONES D'ACTION ET D'INFLUENCE DES MAQUIS PAR RAPPORT AUX RÉGIONS



mes du maquis, et avec une telle vigueur, qu'on peut dire que l'armée allemande en France a été prise entre deux feux. Les renseignements qui arrivent, de plus en plus nombreux, montrent que les groupes organisés de la Résistance font tout ce qu'on attendait d'eux et même davantage.»⁴

L'extrait du journal de marche de la 1^{re} armée allemande (7 divisions dans le Sud-Ouest) est une preuve supplémentaire et irréfutable de l'efficacité des F.F.I. :

« 10 juin 1944 : situation terroriste au sud de la France devient de plus en plus menaçante. Constitution de fortes bandes dans la région des Pyrénées. Communications par voie de terre Toulouse-Bordeaux fortement menacées. Les effectifs dont on dispose sont toujours sur la brèche.

« 29 juillet : la situation de la zone arrière du groupe d'armée G (I^{re} et XIX^e armées allemandes) est telle qu'on ne peut plus parler de souveraineté du territoire. Retrait constant de troupes de la zone de groupe d'armées entraîne sévère menace sur isthme Atlantique-Méditerranée.

« 7 août : en gros, le terme « mouvement terroriste » n'est plus valable. Il s'agit plutôt maintenant d'une armée organisée qui se tient sur les arrières du groupe d'armées G. En cas de dégradation de la situation, on peut s'attendre à un soulèvement populaire qui montrera non pas un peuple français fatigué mais des gens d'un tempérament enflammé.

« 14 août : situation intérieure caractérisée par poussée de mouvements de Résistance sur les principaux axes de communications. Attaques sur organismes isolés dont la situation devient intenable et qui permettent aux mouvements de Résistance de prendre sous leur coupe des territoires libérés.»⁵

Les F.F.I. s'organisent différemment suivant les régions. Des Corps francs, des groupes de combat, des bataillons, des régiments et des brigades sont peu à peu constitués. Ces unités ne disposent le plus souvent que d'un armement léger provenant des parachutages, des dépôts clandestins et des prises de guerre : mitraillettes Sten peu précises, fusils et revolvers de types divers, fusils-mitrailleurs Bren et Châtellerault, quelques mitrailleuses, très peu de mortiers et d'engins antichars. L'artillerie de

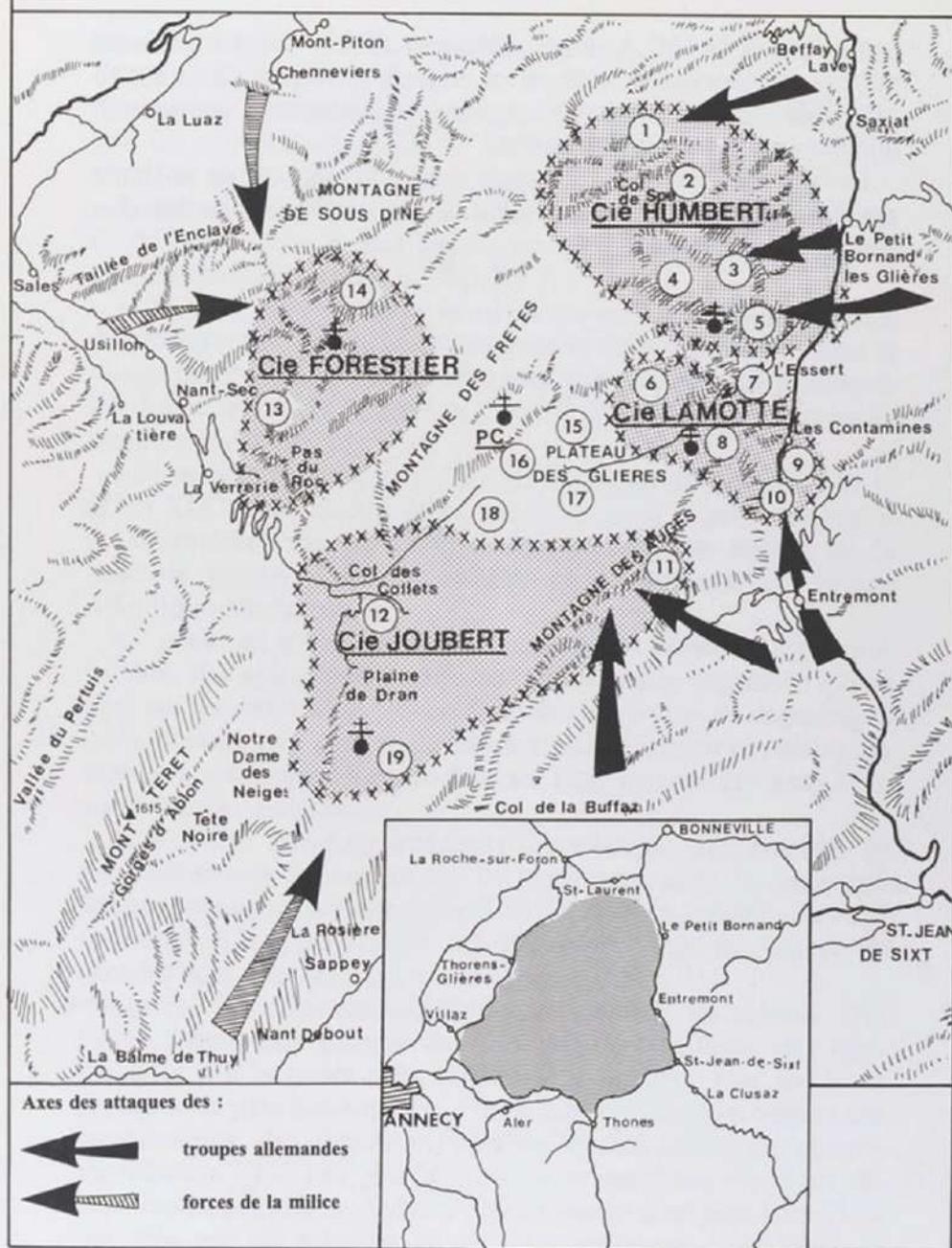
4. Archives du Centre National Jean Moulin, Bordeaux.

5. Archives du Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes.

campagne et la D.C.A. font totalement défaut. La diversité des armes individuelles et collectives pose le problème de la multiplicité des munitions pour les approvisionnements et les ravitaillements sur le terrain de combat.

La lutte que les F.F.I. engagent contre l'occupant ne se limite pas à la guérilla et aux sabotages divers, de véritables batailles vont être également livrées.

OPÉRATION OFFENSIVE CONTRE LE PLATEAU DES GLIÈRES DU 26 MARS 1944



Localisation des sections et services divers : 1 - Section Liberté Chérie (Wolff) ; 2 - Section Verdun (Buchet) ; 3 - Section Allobroges (Mace) ; 4 - Section Mortier (Comte) ; 5 - Section Bayard (Echasson) ; 6 - Section Renfort Ebro ; 7 - Section Savoie Lorraine (Paccin) ; 8 - Section Ebro (Capitaine Antonio) ; 9 - Section Jean Carrier (Baratier) ; 10 - Section Saint Hubert (Chocolat) ; 11 - Section Leclerc (Jougla) ; 12 - Section Lyautey (Nollin) ; 13 - Section Le Chamois (Lombard) ; 14 - Section Coulon (Cochet) ; 15 - S.E.S. (Duparc) ; 16 - Infirmerie (Docteur Marc) ; 17 - Dépôt de munitions ; 18 - Mât central - Tombe du lieutenant Morel ; 19 - Section Hoche (Valazzan).

LA BATAILLE DU PLATEAU DES GLIÈRES (Haute-Savoie)

À l'invasion de la zone libre, en novembre 1942, par les forces germano-italiennes, la Haute-Savoie devient un bastion de la Résistance armée. Les officiers et sous-officiers du 27^e bataillon de chasseurs alpins, dont la connaissance du terrain et la valeur ont été prouvées lors de la bataille des Alpes en juin 1940, entrent nombreux dans la clandestinité. Cette fraction de résistance proprement militaire se développe dans le département sous la direction du commandant Vallette d'Osia.

Ce brillant officier n'a pas attendu l'invasion de l'Union Soviétique ou les inconvénients du travail en Allemagne pour s'engager dans la Résistance. Il conçoit l'armée d'armistice comme l'instrument de la revanche. Dès la fin de l'année 1940, Vallette d'Osia organise en Haute-Savoie une armée secrète, en dressant la liste de tous les hommes mobilisables en cas de reprise des hostilités. Le 27^e B.C.A. devient alors, sous les ordres du commandant Vallette d'Osia, le centre d'une action clandestine systématique.

«Le commandant, écrit le lieutenant Jourdan-Joubert, avait prévu un coup de force ennemi sur les troupes de l'armée d'armistice. Il avait mis au point un système de sécurité pour protéger l'intense action clandestine de son bataillon. En cas de dissolution soudaine de l'armée, chaque homme aurait reçu des papiers de démobilisation antidatés et des pièces d'identité portant son nom exact mais une profession factice qui le mettrait à l'abri des poursuites contre les militaires. Grâce à son service de renseignement, le 27^e avait le temps d'être dissous et transformé en une poussière de civils éparpillés avant l'arrivée des troupes allemandes.»¹

1. Archives de l'Association des Rescapés du Plateau des Glières, Annecy.

La reconstitution du bataillon est favorisée par les atouts qu'offre la Haute-Savoie à l'action clandestine : la montagne est un lieu de refuge et d'embuscades, Savoyards et chasseurs alpins ont sur l'ennemi l'avantage de la connaître parfaitement et, pour ces derniers, d'avoir été formés à la tactique adaptée au terrain. La Suisse toute proche offre aux combattants en difficulté une retraite sûre.

Les volontaires sont groupés en sizaines, qui forment dans chaque village une trentaine, c'est-à-dire l'équivalent d'une section. Un groupe de trois villages donne ainsi naissance à une compagnie. Vallette d'Osia estime que, de cette manière, Anney et chaque vallée de Haute-Savoie pourront fournir un bataillon. Pour équiper cette armée secrète, on puise dans les dépôts d'armes clandestins constitués avant 1942. Mais peu à peu ces dépôts disparaissent, livrés par des traîtres ou découverts par l'occupant. Il en restera seulement pour équiper une centaine d'hommes aux Glières, l'année suivante.

Alors que s'unifie progressivement, sous Vallette d'Osia, l'Armée Secrète dans le département, les menaces pèsent plus lourdement sur la Résistance. La Gestapo et l'OVRA, la police secrète de Mussolini, renforcent leur surveillance dans les villes. À la capitulation de l'Italie, en septembre 1943, les forces allemandes étendent leur champ d'action sur toutes les Alpes. Alerté par le préfet, le gouvernement de Vichy envoie des unités du Maintien de l'Ordre.

Les conditions de vie des résistants se détériorent durant l'été 1943 : massacres et insécurité les obligent à se réfugier dans les montagnes. Les sabotages contre l'occupant diminuent pour un temps. Le lundi 13 septembre 1943, la Gestapo arrête Vallette d'Osia. Malgré un traitement inhumain, le résistant ne parle pas. Tous les moyens de pression, physiques et moraux, ne peuvent venir à bout de sa volonté. Il ne pense qu'à s'évader ou se suicider. Il existe pour lui un impératif aussi contraignant que sa foi catholique : l'honneur d'un officier.

Il est envoyé à Annemasse, à Lyon, puis à Dijon. Lors de ce dernier voyage, il s'évade du train dans des conditions extraordinaires. Profitant du ralentissement du convoi et du sommeil de ses gardiens, il ouvre la fenêtre de son wagon et se jette dans le vide. Il atterrit les pieds en avant, entre la voie montante et la voie descendante. Par miracle il n'a rien de cassé. Il n'a même pas

perdu ses souliers dépourvus de lacets. Prenant ses jambes à son cou, il gagne le champ voisin. Lorsque la sonnette d'alarme retentit, Vallette d'Osia a déjà parcouru plus de 400 mètres.

Son évasion fait de lui un des hommes les plus recherchés par l'occupant. La Résistance lui interdit de poursuivre le combat à la tête du maquis; il gagne Londres. Les premières rigueurs de l'hiver obligent les maquisards à chercher refuge dans les fermes et les réduits montagnards.

Les chefs régionaux de la Résistance assurent la succession de Vallette d'Osia par un officier aviateur de réserve, le capitaine Romans-Petit, qui s'est distingué dans le département limitrophe de l'Ain, en faisant défiler 250 maquisards à Oyonnax, malgré l'occupant!

« Bientôt, écrit Romans-Petit, les exclamations de la population fusent, toutes favorables. Une sorte de fièvre s'empare de la ville. Le défilé du 11 novembre 1943 – c'est-à-dire en pleine occupation – qui devait avoir un grand retentissement à l'étranger, manifeste l'existence et l'ampleur de la Résistance dans les régions et confond ses calomniateurs. »²

2. Archives du Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes.



Le capitaine Romans-Petit, un des chefs de la Résistance en région R1. (Photo Centre National Jean Moulin)

Acquis à la tactique de la guérilla, le capitaine Romans-Petit, à la tête de l'A.S. de Haute-Savoie, entend harceler l'ennemi par des unités mobiles et insaisissables, afin de créer chez lui un sentiment d'insécurité permanent. L'efficacité de cette lutte nécessite un excellent encadrement. À cette fin, Romans-Petit crée au camp de Manigod une école de formation militaire. Le lieutenant Louis Jourdan-Joubert, les sous-officiers Humbert et Nollin se chargent de l'instruction des recrues.

En quinze jours, les stagiaires doivent apprendre ce qui aurait exigé plusieurs mois de caserne. L'emploi du temps est compact : exercices physiques et instruction technique le matin, l'après-midi est consacrée à l'instruction tactique sur le terrain, la soirée se termine par une veillée avec des chants.

Outre l'encadrement et la formation des maquisards, Romans-Petit compte recevoir de Londres des armes en quantité. Une première mission des Britanniques Peter Churchill et Odette Sansom a déjà amorcé, au début 1943, les liaisons entre l'A.S. naissante et le S.O.E., les services spéciaux britanniques. Mais le réseau de renseignement du S.O.E. (Secretre Operation Executive) en Haute-Savoie a été démantelé en avril 1943.



Le lieutenant Jourdan-Joubert, un des rescapés des Glières. (Photo Association des Rescapés du Plateau des Glières).

Dans le courant de l'année 1943, l'activité des maquisards de la région attire l'attention des services de renseignements londoniens. En septembre, le capitaine Jean Rosenthal (Cantinier), pour le compte de l'organisation gaulliste du B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action), et le lieutenant-colonel Helstop (Xavier), pour le compte du S.O.E., estiment que l'Ain et la Haute-Savoie totalisent 2 350 maquisards, toutes formations confondues (A.S., F.T.P., O.R.A.). De retour à Londres, ils obtiennent de Churchill que soit livré aux maquis une partie du matériel réclamé. En mars 1943, la Résistance savoyarde reçoit, par des parachutages, ses premières mitraillettes anglaises et les postes-émetteurs qui lui permettent de rester en contact avec Londres. Winston Churchill décide un soutien plus massif aux maquisards du Sud-Est. C'est sur les Alpes qu'il entend créer un abcès de fixation des forces de l'Axe. Dans la lutte contre l'Allemagne, il place la Haute-Savoie au même niveau que la Grèce et la Yougoslavie. Il désire y faire parachuter des armes en quantité. Il le dit à d'Astier de la Vigerie, fondateur du mouvement de résistance « Libération ».

Le début de l'année 1944 marque un tournant pour les maquis de Haute-Savoie. L'appareil répressif de Vichy, à la demande pressante et réitérée du préfet d'Annecy, le général Marion, se renforce considérablement dans le département.

Le 11 janvier 1944 se produit un drame qui se trouvera en partie, à l'origine de la violente réaction des forces vichyssoises. Huit inspecteurs de police, envoyés par Vichy, sont enlevés par le groupe F.T.P. Lamouille alors qu'ils se trouvent à l'hôtel du Sapeur à Bonneville. Marcel Lamouille est alors un militant du Parti Communiste. Il a exposé sa vie au service de ses convictions. Combattant en Espagne dans les rangs de l'armée républicaine, il a également connu les prisons où Vichy enferme les « meneurs irréductibles » : il s'en est évadé. Depuis, il a repris le combat « contre les deux fascismes, celui des occupants et celui des Français collaborateurs en considérant que ces derniers étaient les pires, puisque traîtres à leur pays. »³

Lamouille envisage tout d'abord d'échanger ses huit prisonniers contre des résistants arrêtés. Il se heurte à un refus catégorique de la part de Vichy. Après quelques jours d'attente,

3. Charles Rickard, *La Savoie dans la Résistance*, Ouest-France, 1986.

Lamouille estime qu'il ne peut rendre la liberté aux policiers, compte tenu de ce qu'ils ont appris, durant leur captivité, sur les caches et les complicités du maquis. Il les fait abattre et leurs corps sont enfouis dans une fosse, près de Saint-Pierre-de-Rumilly.

La découverte des corps par l'intendant de police Lelong, directeur des opérations de police en Haute-Savoie, est aussitôt exploitée par la propagande vichyssoise. Philippe Henriot se déchaîne à la radio, en parlant de «Katyn en Haute-Savoie».

L'Armée Secrète désavoue ces exécutions, qui n'ont pas d'autre efficacité que d'attirer des sanctions dont souffre la population.

En vérité, Pierre Laval n'a pas attendu cette affaire pour combattre la résistance savoyarde. Le 1^{er} janvier 1944, Joseph Darnand, fondateur de la Milice, devient officiellement secrétaire général au Maintien de l'Ordre. Le premier rapport dont il prend connaissance est celui très alarmiste du nouveau préfet de la Haute-Savoie, le général Marion. À ce responsable du département, Darnand adjoint le colonel de gendarmerie Lelong, promu intendant de police. Si la collaboration ne semble guère plaire à Lelong, il l'admet cependant comme nécessité temporaire pour lutter contre le «péril communiste».

Darnand met à la disposition du colonel Lelong des forces considérables pour lutter contre les «terroristes»: gardes mobiles, G.M.R. et surtout la Milice, l'élite guerrière de Vichy.

Jacques Delperrié de Bayac présente, dans son «Histoire de la Milice», cette troupe d'élite venue d'un autre âge:

«Bandes, fiefs, grands seigneurs et hommes de main donnent à la Milice son esthétique: elle est moyenâgeuse et se nourrit de joies fortes et guerrières. Le chef de l'expédition de Haute-Savoie, Jean de Vaugelas... est un homme extrêmement dur et c'est exagérer à peine qu'écrire pour lui, un communiste n'est pas un être humain...»

«Le milicien Lécussan, l'homme qui a tué de sa main à Annecy le «juif Dreyfus», conserve sur lui une étoile de David en peau humaine, découpée sur le cadavre d'un israélite.»⁴

Outre les seigneurs et les hommes de main, il y a la troupe milicienne, dont la grande majorité est composée de volontaires qui ont abandonné leur métier pour mettre réellement en pratique

4. Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire de la Milice*, Paris, 1969.

les idées miliciennes, exprimées dans le chant « des Cohortes » : « Bolcheviks, francs-maçons ennemis, Israël, ignoble pourriture, écœurée, la France vous vomit. »⁵

En plus des 900 miliciens, organisés en trentaines, le colonel Lelong dispose également d'escadrons de gardes mobiles, dépendant du Ministère de la Guerre, et de plusieurs Groupes Mobiles de Réserve, dépendant du Ministère de l'Intérieur. Soit un total de 2 000 hommes pour s'opposer à la Résistance en Haute-Savoie.

Le colonel Lelong s'est installé fin janvier à Annecy et a établi son P.C. dans un hôtel calme et discret aux lisières de la ville. Les allées et venues des camions, la multiplication en ville des uniformes bleu marine marqués du gamma d'argent, insigne de la Milice, n'ont pas manqué de susciter l'attention. Le 31 janvier 1944, l'état de siège est décrété en Haute-Savoie. Des affiches, à la fois doucereuses et menaçantes, avertissent la population que des opérations d'envergure vont commencer.

Manquant d'armes, entravés dans leurs mouvements par la neige, les petits groupes de maquisards sont menacés d'isolement et parfois condamnés à une lutte désespérée : les camps F.T.P. d'Evires et de La Dent de Cruet ont été réduits. L'offensive vichyssoise est imminente ; les maquis doivent suspendre leurs opérations de guérilla et se tenir sur la défensive.

Or, la décision d'armer les résistants survient au moment de la proclamation de l'état de siège. Si les parachutages sont dispersés, les armes risquent de tomber entre les mains de la Milice.

De Londres parvient l'ordre de regrouper les maquis dans un retranchement défendable. Une seconde exigence s'impose : trouver un terrain propice aux parachutages des armes. Après de longues négociations entre les agents de la mission interalliée et certains chefs de maquis, le choix se porte sur le plateau des Glières qui paraît conforme à cette double fonction de camp retranché et de terrain de parachutage. Le chef F.F.I. Romans-Petit, favorable à la solution d'un terrain de parachutage, se déclare hostile à toute création de réduit défensif. « Oui à la guérilla mobile, clame-t-il, non aux grandes concentrations ». ⁶

5. Archives du Centre National Jean Moulin, Bordeaux.

6. Archives du Centre National Jean Moulin, Bordeaux.



Le lieutenant Théodose Morel, figure héroïque du plateau des Glières. (Photo Madame Morel)

Le 4 février 1944, le commandant Humbert Clair succède à Romans-Petit, en tant que chef départemental de l'A.S. en Haute-Savoie. Le 6, Maurice Schumann lance à la radio de Londres un véritable appel à l'insurrection en Haute-Savoie, qui suscite l'inquiétude chez bien des résistants. Le commandant Clair ne souhaite pas un tel tapage. Comment les Allemands vont-ils réagir ? À quel massacre vont-ils se livrer ? Mais à l'inquiétude se mêle un immense espoir : si Londres lance un appel à la révolte ouverte, c'est que la libération de la France est proche, c'est que le débarquement est pour bientôt !

À Londres, les communiqués diffusés par Maurice Schumann ont affolé les Britanniques. Vallette d'Osia, depuis peu arrivé en Angleterre, estime « qu'à se découvrir prématurément on risque le bain de sang. »⁷

Le 29, le commandant Clair ordonne le regroupement rapide des maquis. Sous les ordres du lieutenant Théodose Morel, les F.F.I. du 27^e B.C.A. sont convoyés par camions, de nuit, tous feux éteints, par des vallées contrôlées par la milice et les troupes

7. Archives du Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes.

allemandes jusqu'au pied du plateau. Au terme d'une pénible escalade, les 140 premiers combattants installent le nouveau camp. Le dispositif de défense est mis en place.

À 1 500 mètres l'altitude, le plateau des Glières se trouve au centre d'un massif montagneux de 20 km de long sur une quinzaine de large. Situé à environ 10 km d'Annecy, le plateau est assez éloigné des sommets de la chaîne des Aravis pour n'offrir aucun danger aux avions. On y accède seulement par des sentiers difficilement praticables. L'enneigement renforce sérieusement la sécurité. Enfin, des montagnes environnantes, le contrôle des vallées est aisé.

Les quatre compagnies du maquis sont disposées aux points d'accès du plateau, les interstices contrôlés par une section d'éclaireurs-skieurs. Le 31 janvier arrivent les groupes F.T.P. Lamouille et Coulom. Ils sont suivis par les Espagnols anti-franquistes de la section Ebre, par le corps franc de Thônes, par celui de Giffre... Le 10 février, le camp compte 465 maquisards, dont cinq officiers d'active.

L'ensemble s'organise de la façon suivante :

– Au fond du plateau, la compagnie Forestier, aux ordres de l'adjudant-chef Louis Morel, comprend deux sections (Coulom et Le Chamoix) qui surveillent les passages du Val d'Enclave et du Pas-du-Roc.

L'adjudant-chef Louis Morel, commandant de la compagnie Forestier. (Photo Association des Rescapés du Plateau des Glières)



– À l'ouest et au sud, la compagnie Joubert (lieutenant Jourdan-Joubert) aligne trois sections (Lyautey, Hoche et Leclerc) qui surveillent les passages du Collet, des Eaux-Noires, de Notre-Dame-des-Neiges et du col des Auges.

– À l'est, la compagnie Lamotte (lieutenant Lalande) comprend 4 sections (Savoie-Lorraine, Jean Carrier, Saint-Hubert et Ebro), qui surveillent la voie d'accès au plateau la plus facile, par le chalet de Monthiévet et celui du Sorcier.

– Au nord-est, la compagnie Humbert (sous-lieutenant Onimus), forte de 4 sections (Bayard, Allobroges, Verdun et Lamouille), défend les cols d'Houtau, de Spée et du Freux.

– Entre les compagnies Lamotte et Humbert, se trouve le groupe de deux mortiers de 81 mm, le seul armement lourd du plateau, aux ordres de l'adjudant Conte.

– L'unique réserve, la section d'éclaireurs-skieurs du sous-lieutenant Dancet, doit assurer les patrouilles et les liaisons intérieures. Enfin, le Poste de Commandement (P.C.) du lieutenant Morel et l'infirmerie (docteurs Bombiger, Fournier et le jeune étudiant Jean Clavel) sont situés au centre du plateau, proche de la montagne des Frettes. Les transmissions par éclaireurs et signaux optiques sont dirigés par le lieutenant Bastian.



Le lieutenant Lalande, commandant de la compagnie Lamotte. (Photo Association des Rescapés du Plateau des Glières)

Le sous-lieutenant Humbert (Onimus), commandant de la compagnie Humbert (Photo Association des Rescapés du plateau des Glières).



Le ravitaillement, assuré par les sédentaires de l'A.S. du Petit-Bornand, d'Entremont et de Thorens, reste facile tant que les abords du plateau sont libres ou surveillés par la Garde Mobile. Le plateau est alors ravitaillé par traîneaux ou avec du bétail sur pied. Mais il devient de plus en plus difficile et aléatoire lorsque la Garde Mobile est relevée par les G.M.R. et la Milice.⁸

«Ce dispositif, écrit le lieutenant Jourdan-Joubert, assurait une surveillance efficace de toutes les voies d'accès du plateau, mais il était évident qu'en face d'une attaque massive, il ne pourrait durer longtemps : les distances, compte tenu surtout de l'épaisseur de la neige (1,50 mètre environ), l'absence de transmissions rapides et sûres et l'absence de réserves rendaient impossible le colmatage d'une brèche... Chacune des douze sections avait un secteur déterminé à surveiller et à défendre le cas échéant. Elle devait s'y installer défensivement et y trouver le couvert des soldats. Entre les chalets et les passages à garder, il y avait

8. Archives de l'Association des Rescapés du Plateau des Glières, Annecy.

souvent une heure ou une heure et demie de marche. Peu importe: il valait mieux installer les avant-postes loin des refuges et compliquer les conditions de la relève plutôt que de compromettre la sécurité générale. Le dispositif de défense fut rapidement mis en place. Les hommes s'empressèrent de creuser dans la neige des emplacements d'armes automatiques; ils construisirent des igloos pour y monter la garde plus confortablement, car la bise était mordante le soir; ils en soutenaient la voûte avec des branches et ils disposaient du foin sur le sol. Ils mirent tout leur soin à installer et à camoufler des fortins savamment placés, qui dominaient les pentes et les menaçaient de leurs armes.»⁹

La raison principale d'un tel rassemblement sur le plateau des Glières n'a pas cessé d'être le grand parachutage, grâce auquel des milliers de résistants de Haute-Savoie pourront se soulever à leur tour lors du débarquement que l'on pense très proche: avril peut-être, mai au plus tard.

En attendant les parachutages, le lieutenant Théodore Morel, dit «Tom», organise la défense du plateau avec l'autorité, l'entraînement, l'enthousiasme communicatif qui lui permet d'instaurer la discipline au sein d'un bataillon composé de onze sections de l'A.S., une section espagnole et deux F.T.P.

Au sujet du lieutenant «Tom» Morel, tous les témoignages concordent: c'est un homme totalement engagé dans son idéal patriotique et dans sa foi catholique.

«Priez, écrivait-il au prêtre qui était son confident, pour que je garde jusqu'au bout, au milieu des difficultés comme au centre du bonheur et des joies de la famille, cette âme qui répugne à la médiocrité et qui voudrait s'élever toujours dans la noblesse... Je crois plus que jamais que la joie est dans l'action et le travail, que la lutte quotidienne est notre seule et souhaitable destinée, que l'énergie et la volonté sont les bases essentielles de notre vie morale, de notre montée vers Dieu.»¹⁰

Cet homme, qui répugne à la médiocrité et qui voudrait s'élever dans la noblesse, est issu d'une vieille famille lyonnaise. Il choisit le métier des armes parce qu'il lui semble, dans le monde moderne, le plus rebelle aux compromissions. Admis à Saint-Cyr en 1935, il y frappe bientôt par son intelligence aiguë et sa

9. Archives de l'Association des Rescapés du Plateau des Glières, Annecy.

10. Archives de l'Association des Rescapés du Plateau des Glières, Annecy.

puissance de travail. Promu sous-lieutenant (dans les dix premiers de sa promotion), il choisit d'exercer son premier commandement dans un bataillon de chasseurs alpins. Alors commence une vie intense et frénétique. Il met au point une méthode de formation des éclaireurs-skieurs. Il est de toutes les ascensions, de toutes les luttes contre la glace ou le rocher. Bientôt s'ouvre un autre combat : la guerre. Son audace mesurée et ses connaissances militaires s'y imposent. Engagé sur le front des Alpes en juin 1940, il inflige aux Italiens, par une manœuvre habile mais risquée, des pertes élevées, et son petit détachement réussit même à ramener une centaine de prisonniers.

À l'armistice, le lieutenant Morel, âgé seulement de 24 ans, est titulaire de deux citations et chevalier de la Légion d'honneur. Nommé instructeur à l'école de Saint-Cyr, repliée en zone libre, il oriente ses élèves vers une reprise du combat, reprochant aux uns leur mollesse, aux autres leur indifférence, et quand, en 1942, il gagne à nouveau la Haute-Savoie pour y lutter contre l'ennemi, il lancera un émouvant appel à ses élèves.

Vallette d'Osia le charge de mettre sur pied un 2^e Bureau pour contrecarrer l'action de la Gestapo contre les maquis. Au début de l'année 1944, il se voit confier le commandement du maquis des Glières, devenu le 27^e B.C.A.



Le mois de février est marqué par de violents accrochages entre les maquisards et les forces du Maintien de l'Ordre de Vichy. Le 7, un escadron du 6^e régiment de la Garde, opérant au Petit-Bornand, ouvre le feu sans sommation sur les F.T.P. de la section Lamouille et fait trois prisonniers. L'aumônier des Glières, l'abbé Truffly, intervient directement auprès du colonel Raullet, chef de la Garde, et de l'intendant de police Lelong. Il obtient la libération de deux des captifs. Les officiers des escadrons de gardes mobiles sont en effet tourmentés à l'idée d'avoir à combattre des officiers français, issus de la même école militaire (Saint-Cyr).

Trois jours plus tard, Lelong demande à l'abbé Truffly de prévenir « *les jeunes gens des Glières pour leur demander de disparaître pendant quelques temps* ». ¹¹

11. Henri Amouroux, *Un Printemps de mort et d'espoir*, Paris, 1985.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier toutes les personnes qui l'ont aidé dans ses recherches pour la rédaction de cet ouvrage :

M. Eric Amouraben : petit-fils du résistant Pierre Cotonat, mort pour la France.

M. Louis Anglade : président national de l'Amicale du Corps Franc Pommiers.

Général de la Barre de Nanteuil : Service Historique de l'Armée de Terre.

D^r Pierre Barrère : officier au B.C.R.A.

M. Pierre Bécamps : docteur ès Lettres d'État, historien et écrivain.

M. Roger Beziat : résistant et président de l'U.D.A.C. des Landes.

M. Guy Binsche : résistant.

D^r Jean Blum : résistant.

M. G. Bouladou : historien.

Lieutenant-colonel Georges Boule : Service Historique de l'Armée de Terre.

Médecin-Capitaine Guy Bourcart : résistant.

M. Jean Brao : résistant

D^r Jean Clavel : président de l'Association des Rescapés du Plateau des Glières.

M. P. Clémendot : historien.

M. Henri Coignard : résistant.

M. François David : directeur du Centre Edmond Michelet.

M. André Delage : résistant et fondateur du Centre National Jean Moulin.

M. Gabriel Delaunay : conseiller d'État, chef régional des Mouvements Unis de la Résistance.

Commandant Deleuze : Service Historique de l'Armée de Terre.

M. Paul Dreyfus : historien, journaliste et écrivain.

M. Joël Ducasse : neveu du résistant Honoré Ducasse.

M. Gilbert Dupau : résistant.

M. Edmond Duruisseau : résistant.

M. Pierre Duthu : résistant.
Capitaine Georges Fabas : résistant.
M. Charles Franc : résistant.
M. Charles Goubelle : correspondant des Landes de l'Institut
d'Histoire du Temps Présent.
M. Michel Goubet : historien et écrivain.
M. Jean Leroux : historien.
Colonel André.
Jolit : Résistant. M. Jean Lespiau : résistant.
M. Maurice Lombard : historien.
Colonel Georges Guingouin : Compagnon de la Libération,
Libérateur de Limoges.
M. Guy Labédan : Résistant et correspondant du Gers de l'Ins-
titut d'Histoire du Temps Présent.
M. l'ambassadeur Francis Lacoste : résistant.
M. René Lafont : résistant.
M. Daniel Latapie : résistant et correspondant de la Haute-
Garonne de l'Institut d'Histoire du Temps Présent.
M. François Maury : résistant.
D^r Jean Lapeyre-Mensignac : officier au B.C.R.A.
M. Paul Memain : président de la brigade F.F.I. Carnot.
Colonel Roger Michalon : Service Historique de l'Armée de
Terre.
Mme la Générale Pommiès.
Mme Pommiès : conservateur au Centre National Jean Moulin.
M. Jean Pons : résistant.
Général Pottier : résistant.
M. Henri Saint-Martin : résistant.
M. Michel Slitinsky : journaliste, historien, écrivain et résistant.
Mme Danielle Tastet : directeur de l'Office Départemental des
Anciens Combattants de la Gironde ;
M. Roger Tronche : résistant.
M. André Villeneuve : résistant.
M. Jacques Valéry : résistant et président du Musée de la
Résistance de la Haute-Vienne.
Colonel Henri Viard : résistant.

